

Cote du document: EB 2017/LOT/G.17
Date: 23 novembre 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de don au titre du guichet régional
à PROCASUR pour le développement d'outils
susceptibles d'inciter les jeunes à s'engager
dans l'agriculture et le secteur
agroalimentaire

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Richard Pelrine
Économiste régional principal
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2364
courriel: r.pelrine@ifad.org

Adriane Del Torto
Analyste de programme
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2776
courriel: a.deltorto@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don, telle qu'elle figure au paragraphe 14.

Proposition de don au titre du guichet régional à PROCASUR pour le développement d'outils susceptibles d'inciter les jeunes à s'engager dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. La proportion très élevée de jeunes dans la pyramide des âges est un problème propre à l'Afrique subsaharienne. Les taux annuels de croissance démographique dans la région sont d'au moins 2,6%, soit le double de ceux du reste du monde¹. En Afrique de l'Ouest et du Centre, la répartition de la population est plus inégale que dans toute autre région du monde: 62% de la population a 35 ans ou moins. Les jeunes d'Afrique subsaharienne ont un accès limité à la terre, aux ressources financières et à d'autres actifs productifs. Ces jeunes représentent une ressource inexploitée avec un potentiel infini et sont déterminants pour toutes les initiatives mises en œuvre dans la région.
2. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs de la Politique du FIDA en matière de dons² (2015). Ses objectifs répondent au domaine prioritaire 1.1: Droits et accès aux ressources, étant donné que le don doit permettre au bénéficiaire d'aborder la question de l'accès des jeunes aux outils qui améliorent leurs possibilités d'emploi; leurs droits et accès aux ressources comme la terre; leur formation; les services consultatifs; et le crédit. Les objectifs du don, qui sont de réduire la pauvreté grâce à l'amélioration des moyens d'existence des jeunes, hommes et femmes, sont pleinement conformes à la vision du FIDA qui place la jeunesse au cœur de ses activités. Ils sont également alignés sur le Cadre stratégique du FIDA dans les domaines suivants: i) accroître les capacités productives des populations rurales; ii) accroître les avantages, pour les populations rurales, d'une participation au marché; et iii) renforcer la durabilité environnementale et la résilience climatique des activités économiques des populations rurales. Les activités financées par le don viendront en complément d'autres initiatives destinées à la jeunesse financées par le FIDA. Ces activités donneront aux jeunes la possibilité d'entreprendre des activités génératrices de revenus par le biais de l'utilisation des outils diffusés par le programme financé par le don.

II. Le programme proposé

3. Le but général du programme est d'améliorer les moyens d'existence des jeunes femmes et hommes pauvres dans les zones rurales du Cameroun, de Madagascar, du Mali, du Nigéria et du Sénégal. Les objectifs sont de recenser (par le biais d'un inventaire), de développer et d'améliorer les outils de soutien, puis de les tester avec les jeunes ruraux en vue de les diffuser et de les reproduire à plus grande échelle en Afrique subsaharienne à travers les politiques et la conception de nouveaux investissements. Au terme de l'exécution, le don aura permis:
 - i) d'identifier des outils pertinents pour les bénéficiaires ciblés;
 - ii) de tester et

¹ FIDA, Rapport sur le développement rural 2016, p. 194 (du texte anglais).

² EB 2015/114/R.2/Rev.1.

diffuser ces outils par le biais d'alliances nationales; et iii) d'appuyer des réseaux afin de parvenir à une plus grande inclusion des jeunes et à un bien-être accru.

4. Le groupe cible comprendra 3 000 jeunes ruraux, femmes et hommes, âgés de 15 à 35 ans dans des pays sélectionnés où des projets du FIDA sont en cours d'exécution. Cela permettra leur inclusion dans les filières déjà appuyées par les projets en cours. Les projets ciblés comprennent: i) le Programme de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes, au Cameroun; ii) le Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole, à Madagascar; iii) le Projet de formation professionnelle, d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux, au Mali; iv) le Projet d'appui aux filières agricoles, au Sénégal; et v) le Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane, au Nigéria.
5. Le programme, dont l'exécution s'étendra sur quatre ans, comprendra les composantes suivantes: i) identification d'outils d'appui; ii) mise à l'essai des outils requis; et iii) gestion du don, suivi-évaluation et gestion des savoirs.
6. Après une première phase d'exploration et d'inventaire pour recenser les savoirs, les meilleures pratiques et les outils dans chacun des pays, les savoirs recueillis seront développés en parallèle avec: i) des mesures spécifiques en vue de la création, pour les jeunes, d'emplois répondant à leurs aspirations; ii) des investissements dans de nouvelles technologies agricoles durables; iii) la promotion du développement de filières et de partenariats public-privé en tant que mécanismes interactifs pour offrir aux jeunes un accès à la formation, à un appui technique et financier et, en fin de compte, à la terre et d'autres actifs; iv) les possibilités de travail décent et de participation économique accrue aux activités agricoles et non agricoles; et v) le renforcement des liens avec des petites et moyennes entreprises agro-industrielles pour aider les jeunes ruraux à réaliser leurs aspirations à la génération de revenus par le biais d'un entrepreneuriat innovant. Avec ces objectifs à l'esprit, la prochaine phase du programme consistera à mettre à l'essai et à vérifier les outils développés, puis à les diffuser auprès des jeunes ruraux en même temps qu'une formation à leur utilisation pour réaliser les aspirations des jeunes, améliorer leurs moyens d'existence et réduire la pauvreté.

III. Produits escomptés

7. Les produits attendus du programme sont les suivants: i) une meilleure information sur la situation des jeunes dans les zones rurales, par le biais de la production de rapports nationaux sur les jeunes; et ii) la diffusion d'outils d'appui à l'inclusion et aux moyens d'existence des jeunes, reproduits à plus grande échelle dans de nouveaux projets d'investissement et de nouvelles politiques gouvernementales.
8. Fondée sur les enseignements tirés dans la région, l'innovation majeure de ce don est la mise à l'essai et la validation des outils recensés durant la phase d'identification participative. Les produits attendus sont donc les outils qui auront été recensés, testés, validés et adoptés par les jeunes femmes et hommes vivant en milieu rural. Ce processus assurera l'appropriation des outils par les parties prenantes, en favorisant leur utilisation et leur diffusion auprès d'autres jeunes. En plus de ces outils, les parties prenantes seront sensibilisées à l'importance et aux intérêts des jeunes ruraux et auront accès à des plateformes d'information et aux meilleures pratiques documentées tout au long de l'exécution. Deux autres enseignements importants seront tirés: importance de l'utilisation d'approches multipartites avec des partenaires (comme l'Université McGill); et mise en place d'un système de contrôles et de contrepoids dans l'exécution du programme financé par le don afin d'assurer une évaluation approfondie des activités et des résultats. Cela garantira des résultats robustes qui pourront être reproduits à plus grande échelle dans de futurs projets financés par le FIDA.

IV. Modalités d'exécution

9. Le programme financé par le don sera exécuté par PROCASUR, qui agira en tant que facilitateur pour toutes les activités, qu'il coordonnera avec les partenaires. Quatre partenaires principaux, travaillant en étroite collaboration avec les projets et programmes du FIDA, participeront en outre à l'exécution des activités du programme: i) Faculté des sciences de l'agriculture et de l'environnement de l'Université McGill; ii) Réseau mondial des instruments fonciers (GLTN); iii) Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique); et iv) Agritools. Chacune de ces institutions conclura un accord de service avec PROCASUR, qui assurera le flux des fonds, la coordination d'ensemble et la consolidation des plans de travail annuels. Des partenariats avec d'autres organisations seront évalués en tant que de besoin durant l'exécution du programme de don.
10. PROCASUR a été choisi sur une base concurrentielle dans le cadre d'un appel à propositions. Au cours du processus d'évaluation, le FIDA a noté la complémentarité entre les soumissionnaires. Par la suite, les différents soumissionnaires ont été invités à fusionner leurs propositions. C'est à un partenariat dirigé par PROCASUR en collaboration avec GLTN, l'Université McGill et IED Africa qu'a été accordé le don.
11. L'exécution du programme financé par le don sera assurée par un coordonnateur basé dans l'un des cinq pays de la zone d'intervention avec le soutien du siège de PROCASUR à Santiago (Chili), et de ses bureaux décentralisés à Nairobi (Kenya) et Dakar (Sénégal). PROCASUR et les autres partenaires travailleront en étroite collaboration avec les projets financés par le FIDA dans les pays sélectionnés. Les équipes de pays, les bureaux de pays du FIDA et les spécialistes techniques de la Division des politiques et du conseil technique du FIDA et de la Division Engagement mondial, savoirs et stratégie seront consultés, tout au long de l'exécution, à propos de la supervision des activités et de la publication des savoirs.
12. Il n'y a aucune déviation par rapport aux procédures standard de déclaration d'informations financières et d'audits.

V. Coût et financement indicatifs du programme

13. Le coût total du programme s'élève à 2,5 millions d'USD, dont 2,0 millions d'USD devraient être apportés par le FIDA. PROCASUR contribuera au cofinancement avec un montant de 140 000 USD, et d'autres partenaires apporteront un montant additionnel de 360 000 USD, pour porter à 500 000 USD le montant total du cofinancement.

Tableau1

Coût par composante et par source de financement (en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>PROCASUR</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
1. Identification d'outils d'appui	502	47	143	692
2. Mise à l'essai des outils requis	931	73	169	1 173
3. Gestion du don, suivi-évaluation, et gestion des savoirs	567	20	48	635
Total	2 000	140	360	2 500

Tableau 2

Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>PROCASUR</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
1. Services de consultants	534	31	112	676
2. Biens, services et intrants	164	20	-	184
3. Salaires et indemnités	200	20	20	240
4. Formation et renforcement des capacités	313	30	105	448
5. Frais de voyage et indemnités	291	-	17	308
6. Ateliers	350	39	107	496
7. Frais généraux	148	-	-	148
Total	2 000	140	360	2 500

VI. Recommandation

14. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le développement d'outils susceptibles d'inciter les jeunes à s'engager dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire, accordera à PROCASUR un don de deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) pour un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Outreach		<ul style="list-style-type: none"> 3,000 rural youth receiving services promoted/supported by the grant 	<ul style="list-style-type: none"> 	<ul style="list-style-type: none">
Goal	<p>Livelihoods of young women and men in rural areas of selected countries are improved</p> <p>Better policy on how to address youth inclusion and youth income generating activities into investments</p>	<ul style="list-style-type: none"> 35% of grant beneficiaries/participants increase their income by 30% (disaggregated by gender) 50% of new investments targeting youth will have consulted the knowledge produced by this grant 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline study IFAD-funded project reports and statistics Government reports and statistics United Nations and regional economic commission reports and statistics 	<ul style="list-style-type: none"> Grant objectives and activities have been adopted by rural youth and are actively participating in initiatives
Objectives	Increased sustainable opportunities for youth inclusion in value chains thanks to tools disseminated by grant activities	<ul style="list-style-type: none"> 2400 young people adopt the tools disseminated by the grant 	<ul style="list-style-type: none"> IFAD-funded project reports and mid- term evaluations Project progress reports Mid-term and final evaluation reports Supervision reports National government reports 	<ul style="list-style-type: none"> Developed tools are easily understood and used by participating youth Public and private sector stakeholders fully engage in the process and adopt measures for youth's inclusion and participation
Outcomes/Outputs	<p>Tools disseminated contribute to policy dialogue</p> <p>Learning tools developed are included in design new rural development projects</p> <p>Better knowledge of the situation of young people in selected countries</p>	<ul style="list-style-type: none"> 5 of policy consultations held (one per country) 5 of youth network organizations strengthened and involved in policy processes (one per country) 5 rural development projects using identified and validated tools (at least one per country) 	<ul style="list-style-type: none"> Minutes of expert panels Project/grant quarterly reports Mid-term and evaluation reports Audit reports IFAD-funded project reports 	<ul style="list-style-type: none"> Satisfactory and timely tool-auditing reports Functional youth networks with significant membership Adequacy and acceptability of training materials Involvement of IFAD funded and government staffs of selected projects
Key activities by component	Component 1. Identification of supportive tools	<ul style="list-style-type: none"> 5 stocktaking reports on youth needs and opportunities finalized (by PY2) 200 relevant stakeholders sensitized 	<ul style="list-style-type: none"> Quarterly progress reports M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> Project Information and results regularly shared with key partners in target countries

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	1.1 Needs analysis and generation of practical knowledge 1.2 Preparation of an inventory of best practices 1.3 Stocktaking of existing tools	(50% women) in understanding the needs and interests of rural youth <ul style="list-style-type: none"> • 1 Internet based global catalogue • 1 Virtual library of guides and manuals of identified tools • 25 practical solutions published • 5 analytical reports on youth policies and youth empowerment projects 	<ul style="list-style-type: none"> • Technical audit reports • Supervision report • Grant completion report 	<ul style="list-style-type: none"> • Timely flow of funds
	Component 2. Tools Testing /auditing 2.1 Implementation of technical assistance and development of local capacities 2.2 Auditing of test results	<ul style="list-style-type: none"> • 5 tools designed and pre-tested in key areas for scaling up • 5 Local training programmes (with provision of technical assistance) rolled out • 100 professionals and local talents (50% women) trained in managing new tools • 5 guides and operational manuals developed (one per country) • 1 Pilot system for determining efficiency and effectiveness of tools 	<ul style="list-style-type: none"> • Quarterly progress reports • M&E reports • Technical audit reports • Supervision report • Grant completion report 	<ul style="list-style-type: none"> • Project Information and results regularly shared with key partners in target countries • Timely flow of funds